

Zeitschrift: Schweizer Film = Film Suisse : offizielles Organ des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes, deutsche und italienische Schweiz

Herausgeber: Schweizer Film

Band: - (1936)

Heft: 38

Artikel: Des poires... encore des poires! : 50% sur la recette pour le prochain film de Charlot

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-732525>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizer



FILM

Suisse

OFFIZIELLES ORGAN DES SCHWEIZ. LICHTSPIELTHEATER-
VERBANDES, DEUTSCHE UND ITALIENISCHE SCHWEIZRÉDACTRICE EN CHEF
EVA ELIE

DIRECTEUR : Jean HENNARD

Redaktionelle Mitarbeit :
Sekretariat des S.L.V.

N° 38

DIRECTION,
RÉDACTION,
ADMINISTRATION :TERREAUX 27
LAUSANNE

TÉLÉPHONE 24.490

Le numéro : 40 cent.
Abonnement : 1 an, 6 Fr.
Chèque post. 11 3673Les abonnements partent
du 1er janvier.

Allen unsern wertgeschätzten
Lesern und Inserenten entbieten
wir zum Jahreswechsel die
besten Glückwünsche
SCHWEIZER-FILM-SUISSE
Redaktion und Administration.

A tous ses annonceurs et lec-
teurs, le « Schweizer-Film-Suisse »
présente ses
meilleurs vœux
pour la Nouvelle Année.

A l'heure du bilan...

Pagaie complète !!!

Pauvre cinématographie suisse. Au seuil de l'an nouveau, elle se trouve dans un bien piètre état, dépassant même les prévisions les plus pessimistes. Inutile de se gargariser de grands mots et d'essayer de voiler la réalité : la sacro-sainte Convention, le miracle de 1935, sombre lamentablement. L'Association des Loueurs de Films, amalgame invraisemblable d'intérêts les plus divergents et les plus contraires, est de loin la plus atteinte.

Depuis longtemps le feu couvait sous la cendre. On se faisait force sourires, quitte à se poigner en douce. Des règlements avaient été établis et signés en grande pompe. Puis ce fut rapidement au plus malin, à celui qui interpréterait avec le plus de dextérité les belles formules de l'accouchement s'avéra si pénible. A ce petit jeu, les braves gens respectueux de leurs engagements se trouveraient être les dinos de la farce.

Il était d'ailleurs tout à fait imprudent d'enchaîner des gens corrects, des commerçants avisés, à des aveugles remuants, pêcheurs en eau trouble.

Par une situation extraordinaire et anormale, le loueur suisse devint de suite un banquier : le producteur lui réclamait des traites avant même d'avoir tourné un mètre de film ; ayant encaissé la recette — comptant, ce qui est une supériorité sur toutes les industries et tous les commerces — bien trop souvent le directeur de cinéma néglige de s'acquitter du prix de location, ayant de vieux « trons » criards à boucher.

Vint la convention, qui assurait — sur le papier — un paiement rapide de la location des films. Cette clause, si elle eût été rigoureusement observée, était capitale pour le loueur. Mais, hélas, il n'en fut rien : les bons payeurs ne s'augmentèrent pas d'une seule unité.

Au contraire, de nouveaux loueurs — commanditaires naïfs, allumés vos cièrges... — gâchèrent plus que jamais le marché déjà si mal en point. De nouveaux cinémas enlevèrent aux salles déjà existantes tout espoir de faire leurs frais.

Et l'on vient nous raconter que la Convention est venue mettre de l'ordre dans le désordre, alors même qu'elle fut le germe du plus complet galère. Certes, les promoteurs furent sincères et pleins de bonnes intentions. Nous dirons même qu'ils ont essayé d'affermir une situation chancelante pour toute l'industrie cinématographique suisse. Mais leur bonne volonté rencontra la plus parfaite indifférence...

Moribonde convention. Franchement, dans les conditions actuelles, elle apporta au cinématographe le soutien que la corde assure au pendu ! Ceux qui se nourrissent encore d'illusions, qui croient à la sincérité et à l'efficacité des résolutions votées, nous les renvoyons simplement aux faits eux-mêmes : Ils parlent suffisamment, que dis-je, ils crient... ils hurlent !!!

Que souhaiter pour l'avenir ? Un coup de ba-

lai, un assainissement énergique de l'Association des Loueurs et le torpillage officiel et définitif de la Convention 1935 pour la remplacer par une réglementation draconienne et observée par tous. Que les cinégraphistes corrects, dont le passé est d'une constante honnêteté, se groupent plus étroitement et, évitant les belles phrases creuses, prennent ensemble des mesures sérieuses de nettoyage. Et une fois d'accord — ce qui sera beaucoup plus facile qu'actuellement, où règnent des francs-tireurs — qu'ils s'assurent l'appui des autorités et de la presse quotidienne. Des mesures spéciales seraient prises pour limiter à sa plus simple expression l'activité des dissidents et les empêcher de nuire à l'économie générale du pays. Nous aurions alors une Association des Loueurs forte et respectée, où chacun soutient son collègue et ne pense pas uniquement à le faire glisser sur une pelure d'orange.

Aujourd'hui, des mesures extraordinaires sont difficiles à obtenir, car les autorités ont une bien mauvaise impression de la location en Suisse, justifiée par des dénonciations émanant même de membres actifs de l'Association des Loueurs... Des faits d'une extrême gravité — autant de pavés dans la mare — vont être révélés et témoigneront de la solidarité actuelle !!!

Mais ne gâchons pas trop ce début de l'an et, comme le meilleur feuilletoniste, disons : « A suivre ! »

Des poires... encore des poires !

50 % sur la recette

pour le prochain film de CHARLOT

Chacun sait que la situation du cinéma en Suisse est très grave. Aussi n'est-ce pas sans stupefaction que nous apprenons que certains directeurs de cinémas ont offert 50 % de la recette (on dit même 60 %) pour obtenir la prochaine œuvre de Charlot.

Que le grand artiste que ses occupations conjuguées empêchent de produire plus d'un film par an n'ait pas eu le temps de mettre au point son œuvre pour Noël, causant ainsi aux directeurs de cinémas un formidable manque à gagner, passe encore, mais que des directeurs suisses soient assez bêtes pour payer les pots cassés, cela devient ridicule, pour ne pas dire plus.

Malheureusement ces tristes exceptions donnent des arguments au fisc, qui vient de ou va saigner quelques loueurs, comme si leur situation était déjà si bonne !!! Il fallait bien quelques directeurs de salles pour tout aggraver encore...

PROSIT NEUJAHR!

Allen Mitgliedern, Freunden und Kollegen entbieten wir zum Jahreswechsel die herzlichsten Glückwünsche. Ein an Enttäuschungen reiches Jahr liegt hinter uns; aber trotz aller Rückschläge dürfen wir den Mut nicht sinken lassen. Vertrauen in unsere Berufsorganisation und deren Organe, sowie das feste Gefühl der Zusammengehörigkeit werden uns auch im neuen Jahre Mittel und Wege finden lassen, um die schwere Krisenzeit zu überwinden.

Auf in ein froheres und besseres 1936!

Vorsand und Sekretariat des S.L.V.

Inter-Verbands-Gericht

Präsident:
Oberrichter Dr. Eugen HASLER, Zürich

Schiedsrichter des S.L.V.:

Georg EBERHARDT, Aarau - Richard ROSENTHAL, Zürich

Schiedsrichter des F.V.V.:

Dr. Karl EGGHARD, Bern - Max STÜHR, Zürich

I. SITZUNG

vom 2. Dezember 1935, nachm. 5 Uhr, in Zürich

in Sachen

Schweiz. Lichtspieltheater-Verband
Zürich

vertreten durch Rechtsanwalt Dr. Otto Frikker

contra

Ciné-Vox S. A., Bern

vertreten durch Fürsprecher Robert F. Moser

Rechtsbegehren :

1. Die Ciné-Vox S. A. sei gemäss Art. 19 des Interessenvertrages mit einer angemessenen Busse zu belegen.
2. Der von der Beklagten unter Ausschluss des Platzes Zürich erworbene Film «Es flüstert die Liebe» sei für das ganze Gebiet der Schweiz zu sperren.
3. Die Beklagte habe die ordentlichen und ausserordentlichen Kosten des Gerichtsverfahrens zu bezahlen.

Tatsächliches

I. Der Schweiz. Lichtspieltheaterverband hat in Erfahrung gebracht, dass die Ciné-Vox S. A. in Bern einen Film, beitielt

«Es flüstert die Liebe»

von einem ausländischen Produzenten unter Ausschluss des Platzes Zürich erworben hat. Der S.L.V. hat in diesem Kontrakt eine krasse Umgehung der Bestimmungen des Interessenvertrages vom 1. Juli 1935 erblickt, indem durch dieses Vorgehen einem Nichtmitglied des S.L.V. Gelegenheit gegeben wird, diesen Film auf Umwegen, bezw. unter Umgehung des Interessenvertrages zu erwerben.

II. Das Sekretariat des S.L.V. hat auf Grund der in diesem Zusammenhang ermittelten Tatsachen Klage beim Inter-Verbandsgericht erhoben und gleichzeitig auf dem Zivilwege den Film sämtlichen Mitgliedern vorläufig zur Sperrung empfohlen.

III. In der Hauptverhandlung vor dem Inter-Verbandsgericht hat die Beklagte den Tatbestand in vollem Umfang anerkannt, d. h. zugegeben, den genannten Film «Es flüstert die Liebe» trotz Kenntnis, dass derselbe am 17. Oktober 1935 an das Cinéma Rex in Zürich vermiert worden sei, für die Schweiz unter Ausschluss der Stadt Zürich erworben zu haben.

IV. Die Beklagte hat in der Verhandlung sich zuerst darauf beschränkt, formelle Einwendungen gegen das Inter-Verbandsgericht geltend zu machen, mit dem Hinweis darauf, dass vorerst das Bureau in Aktion hätte treten sollen, wogegen aber der Parteivertreter der Beklagten auf diesbezügliche Befragung zugeben musste, dass in Bern stattgehabte Besprechungen zwecks aussergerichtlicher Erledigung des Streitfalles resultatlos verliefen. Da der klagende Partei selbst an einer raschen Abklärung gelegen war, hat diese auf die Vorbehandlung im Bureau der beiden Verbände verzichtet. Das Inter-Verbandsgericht ist demnach auf die formellen Einwendungen der Beklagten nicht eingetret.

V. Die Beklagte hat materiell in der Hauptsache den Standpunkt vertreten, dass der Interessenvertrag vom 1. Juli 1935 das ihr vorgeworfene Vergehen nicht umschreibe. Mit andern Worten, dass mangels genauer Umschreibung des inkriminierten Tatbestandes eine Verurteilung der Beklagten nicht möglich sei.

VI. Der Vertreter der Klagepartei, Herr Dr. Otto Frikker, hat in rechtlicher Beziehung insbesondere geltend gemacht, dass der Grundge-

danke des Interessenvertrages in der Schaffung einer gemeinsamen Plattform im täglichen Geschäftsverkehr der beiden interessierten Sparten, Theaterbesitzer und Filmverleiher, bestanden habe. Lediglich die herrschende grosse Not im Kinogewerbe und die leider vorhandenen Missbräuche und Schädlinge des Gewerbes konnten die Verbände zu dieser grossen Tat, wie sie der Interessenvertrag darstellt, vereinigen. Der Entschcheid im Falle des «Cinéma Rex» betreffend Nicht Aufnahme als Mitglied des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes habe bei den Interessierten viel Staub aufgeworfen und es war jedem Mitglied des S.L.V., wie auch des F.V.V., bekannt, dass schlussendlich der Zweck des Interessenvertrages den Schutz der Verbandsmitglieder zur Voraussetzung habe. So musste zwangsläufig die Offerte eines ausländischen Produzenten an die Adresse eines schweizerischen Film-Verleihers, einen Film für das schweiz. Territorium unter Ausschluss der Stadt Zürich zu erwerben, grosses Aufsehen erregen und auch a priori verdächtig wirken. Ein Film kann eventuell noch nach besonderen Sprachgebieten oder Kantonen von verschiedenen Verleihern vermiert werden; es muss aber als absolutes Novum bezeichnet werden, dass ein Film für das Gesamtgebiet der Schweiz unter Ausschluss der grössten Stadt erworben wird. Alle Einwendungen der Beklagten, den Interessenvertrag nicht verletzt zu haben, weil der Tatbestand im Interessenvertrag nicht ausdrücklich aufgeführt ist, können nicht gehört werden. Sowohl die Statuten des S.L.V., wie auch des F.V.V., enthalten Bestimmungen, wonach ein Mitglied aus dem Verbands ausgeschlossen werden kann, sofern dasselbe die Interessen des Verbandes gröblich verletzt. Im Falle der Ciné-Vox aber eine verwerfliche und vertragswidrige Gesinnung in dem Abschluss dieses Vertrages nicht zu leugnen.

Im Übrigen darf jedem einzelnen Mitglied des Verbandes, S.L.V. oder F.V.V., diejenige Einsicht zugunsten werden, dass dasselbe die Grenzen der Gesamt-Verbandsinteressen und der Verletzung derselben kennt. Es ist daher auch nicht möglich, jeden einzelnen Tatbestand in die Statuten oder einen Vertrag aufzunehmen, sondern es muss genügt werden, wenn von jedem Normal-Menschen erwartet werden darf, dass er als Mitglied eines Verbandes nur im Rahmen der allgemeinen Verbandsinteressen handelt. Dass nun aber die Ciné-Vox einen Film unter Ausschluss des Platzes Zürich und Kenntnis des Umstandes, dass dieser Film einem Nicht-Mitglied des S.L.V. in Zürich vermiert wurde, erwirbt, muss unter allen Umständen als grobe Verletzung des Interessenvertrages bezeichnet werden.

Dass der klägerische Vertreter neben der Aussprechung einer Busse auch noch die Sperrung des Films für das gesamte Gebiet der Schweiz beantragt, ist selbstverständlich, denn das Bussonerkennnis allein könnte ein derartiges Verfahren keinesfalls rechtfertigen, wenn nicht automatisch dem Rettschlichter die Möglichkeit genommen wird, den Film weiter zu vermieten.

Das Inter-Verbandsgericht, hat nach eingehender, geheimer Urteilsberatung, deren Inhalt dem Redaktor dieser Zeilen unbekannt ist, folgenden Entscheid gefällt :

1. Die Ciné-Vox A. G. wird wegen Verletzung des Interessenvertrages zur einer Geldbusse von Fr. 500.— verurteilt.
2. Der Film «Es flüstert die Liebe» bleibt auf unbeschränkte Zeit für das ganze Gebiet der Schweiz gesperrt. Bereits abgeschlossene Film-Mietverträge werden annulliert.
3. Die Beklagte hat die ergangenen Gerichtskosten mit zirka Fr. 1000.— zu bezahlen, nebst einer Prozessentschädigung von Fr. 250.— an den klägerischen Anwalt.

Dieses Urteil soll sämtlichen Mitgliedern, gleichgültig welcher Sparte angehörig, als warnendes Beispiel dienen. Der Interessenvertrag gibt den beiden Verbänden genügend Rechtsmittel, um eklatante Verletzungen der Verbandsinteressen wirksam zu bekämpfen, selbst dann, wenn der Tatbestand noch so sorgfältig getarnt wird.

J. L.

C. CONRADT'S Kino-Kohlen „NORIS-HS“

VOLLKOMMENES
LICHTGERINGER
ABBRAND

*** C. CONRADT

KINOMARKE NORIS «HS»

VERKAUF DURCH :

CECE-
GRAPHITWERK A.G.

ZÜRICH

Wehntalerstrasse 600
Telephon 69.122